

La Suisse détermine le dégrèvement applicable et règle la procédure selon les prescriptions suisses concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions.

- c) Les dispositions de l'alinéa a) ne limitent pas le droit de la Suisse d'imposer les gains visés au paragraphe 7 de l'article 13.
 - d) Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des pensions ou rentes qui, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18 sont imposables au Canada, la Suisse accorde sur demande un dégrèvement consistant en une déduction d'un tiers du montant net des pensions ou rentes en question.
3. Pour l'application de l'alinéa a) du paragraphe 1, les bénéficiaires, revenus ou gains d'un résident du Canada ayant supporté l'impôt de Suisse conformément à la Convention, sont considérés comme provenant de Suisse.

ARTICLE 23

Non-discrimination

- 1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation.
- 2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.
- 3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
- 4. Les entreprises d'un État contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier État, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.
- 5. Le terme «imposition» désigne, dans le présent article, les impôts visés par la présente Convention.